

ÉLECTIONS EN RD CONGO

L'Eglise prend le parti du peuple

Il aura fallu onze jours pour obtenir les résultats officiels de l'élection présidentielle du 20 décembre en RD Congo! Des dysfonctionnements ont notamment entraîné d'importants retards dans les votes et dans le dépouillement de ceux-ci.

À la veille du nouvel an, Denis Kadima, qui préside la Commission nationale électorale indépendante (Ceni), a confirmé la victoire du président sortant Félix Tshisekedi (avec 73,4% des voix) devant Moïse Katumbi (18%) et Martin Fayulu (5,3%). Neuf candidats de l'opposition n'ont pas tardé à contester ces résultats, parlant de "simulacre d'élections" ou, pour Martin Fayulu, de "masquerade". Le 28 décembre, lors de la présentation de leur Mission d'observateurs électoraux (MOE), la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) a salué "les efforts" dans la tenue de ce scrutin tout en pointant "de nombreux cas d'irrégularités, susceptibles d'affecter l'intégrité des résultats de différents scrutins, en certains endroits." Le rapport de la MOE fait état de "violences, arrestations et interdiction d'accès à certains bureaux de vote". Pour la première fois, l'Eglise protestante s'est associée à l'observation électorale mise en place par la CENCO. 25.000 observateurs ont été déployés sur le terrain avec l'objectif de garantir un processus électoral crédible et transparent. Interrogé une semaine avant les élections par Marti Waals, théologien et agent de développement, le cardinal Ambongo soulignait l'importance de cette mission d'observation: "Ça ne plaît pas à ceux qui sont au pouvoir, mais nous avons le courage pro-

phétique de leur dire ce que nous constatons. Lors des élections précédentes, les chiffres correspondaient aux résultats publiés par la CENI, ce qui montre le sérieux de notre travail. Notre objectif est de rendre compte au peuple de ce que nous avons vu, dans l'espoir que celui qui sera proclamé vainqueur corresponde au choix du peuple, exprimé dans les urnes."

Pas découragés

L'archevêque de Kinshasa se montre toutefois inquiet: "le processus électoral qui devait être une fête nationale se transforme en drame avec du sang qui coule et des vies qui sont fauchées. Je reviens de la paroisse Marie-Auxiliatrice où un prêtre missionnaire belge, âgé de 82 ans, a été sauvagement massacré dans sa chambre. Mais nous ne sommes pas découragés et nous allons continuer à travailler pour que la République Démocratique du Congo soit vraiment démocratique."

Jacques Fikiri, professeur d'anglais dans la province du Nord-Kivu, est observateur de la CENCO. "C'est mon devoir comme chrétien de m'engager. Pourvu que ça se passe dans la vérité et qu'on sache qu'il n'y a pas eu de fuite ou de bulletin qu'on a glissé." Il nourrit l'espoir que les promesses électorales des candidats ne soient pas

vaines: "Le peuple qui a tant souffert a besoin de gens capables d'améliorer leur qualité de vie et de développer le pays. Les candidats doivent travailler pour la population et pas pour leur poche."

Manu VAN LIER

Lire aussi l'opinion de Marti Waals en p.16



Le cardinal Ambongo, archevêque de Kinshasa.

ISRAËL-PALESTINE

Quel espoir de paix ?

Sur La Une, l'émission "Il était une foi" s'est récemment penchée sur les conditions d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens. Pour les différents intervenants, seule une résolution politique pourra mettre fin au conflit.

Outre le conflit actuel entre Israël et le Hamas, quels sont les principaux obstacles à la paix, et comment les dépasser? Une solution à deux Etats – un Etat israélien et un Etat palestinien vivant en paix côte à côte – est-elle toujours envisageable? Pour Joël Kotek, historien juif à l'ULB, "il n'y a pas d'autre solution possible". "Et je pense que la guerre entre Israël et le Hamas le confirme", ajoute-t-il. Renier Nijskens, ambassadeur honoraire de Belgique, a participé à l'élaboration des accords d'Oslo de 1993, qui ont abouti à un partage de la Cisjordanie occupée en zones contrôlées respectivement par Israël et par l'Autorité palestinienne. Également favorable à l'option de deux Etats, il précise que "l'antagonisme a atteint un tel niveau aujourd'hui, en particulier avec les brutalités terribles qui se sont opérées de part et d'autre, qu'une

reprise de cette solution doit sans doute se faire par une médiation externe. C'est-à-dire par un contact entre les divers centres de pouvoir dans le monde". Le frère Christian Eeckhout, dominicain ayant vécu pendant 18 ans en Terre sainte, adhère également à cette solution. Mais il ajoute: "pour qu'il y ait une véritable résolution au conflit, deux Etats ne suffiront pas. Il faut également un statut international pour Jérusalem, comme cela a déjà été proposé en 1947, car les deux parties veulent avoir Jérusalem pour capitale".

Les obstacles? La religion et le respect du droit

Outre la guerre entre le Hamas et Israël, quels sont, aujourd'hui, les autres principaux obstacles à la paix? "En tant que laïque, je dirais que c'est principalement

la religion", répond Joël Kotek. "C'est-à-dire un discours idéologique qui rend difficiles les négociations, alors que la politique est l'art du compromis. Or, il est compliqué de négocier avec des gens qui ont, par exemple pour les Juifs, la Bible comme cadastre des territoires... Ce qu'il faut, c'est sans doute négocier avec l'Autorité palestinienne, qui est une autorité politique." Pour Christian Eeckhout, il faut aussi une égalité entre tous les citoyens de l'Etat d'Israël. "Le respect de chaque citoyen et du droit humanitaire international est trop souvent bafoué actuellement. Dans un Etat qui se veut démocratique, il ne peut y avoir de ségrégation, de discrimination entre les différentes couches de la population."

Renier Nijskens pointe, lui, des obstacles de part et d'autre. "Du côté palestinien, la vision de réconciliation a été éteinte parce que les autorités palestiniennes ne

sont pas parvenues à s'affirmer et à avoir une bonne gouvernance. Graduellement, les radicaux ont pris les Palestiniens en otage. Et du côté israélien, les 'durs' ont graduellement pris le pouvoir après l'assassinat du Premier ministre Rabin. Aujourd'hui, ils tiennent l'Etat et la politique d'Israël complètement en main. Or, dans la négociation à organiser rapidement, il faudra une reconnaissance de l'Etat palestinien par Israël. Sinon, les chances de paix seront beaucoup plus difficiles." Pour le diplomate, il est également impératif de mettre fin aux colonisations d'Israéliens en Cisjordanie occupée.

Christophe HERINCKX

Retrouvez l'émission "Il était une foi... la paix israélo-palestinienne" en vidéo sur www.cathobel.be

ENTRE UTILITÉ ET GRATUITÉ

La culture a-t-elle encore un avenir ?

Peut-on encore attendre quelque chose de la culture? C'est sur une question audacieuse que se penche le Centre Avec à travers le dernier numéro de sa revue *En Question*. Le désenchantement n'est qu'apparent: oui, la culture conserve le pouvoir d'apporter des contre-propositions au fonctionnement de notre monde.

Encore. Avant même d'ouvrir la revue, c'est l'adverbe qui étonne. "Qu'espère-t-on encore de la culture?", lit-on ainsi en première de couverture. "Interroger la culture en demandant ce que nous en espérons encore", c'est déjà la mettre en difficulté", reconnaissent Jean-Baptiste Ghins et Manon Houtart. Brillants et engagés, ces deux jeunes ont coordonné le dossier de ce numéro. "Espère-t-on encore quelque chose de ce monde élitiste, accessible à quelques nantis seulement?", enchaînent-ils, critiques. Et encore: "La bourgeoisie cultivée a-t-elle été d'un grand secours face à la montée des fascismes? Et même sous sa modalité populaire, qu'a donc la culture de subversif? N'est-elle pas le parfait accompagnateur de l'accélération du monde: on s'épuise à travailler, on se régénère en se divertissant, et le cycle peut s'éterniser jusqu'à la catastrophe?"

Seraient-ils complètement désillusionnés, les deux jeunes? Eh bien... non – quand même pas. Mais ils sont bien conscients des dangers de notre temps: cet utilitarisme à tous crins, cette marchandisation galopante, ce néolibéralisme qui s'empare de tout, ces plateformes qui diffusent tout et (surtout) n'importe quoi... Ils continuent pourtant, encore et toujours, à croire que la culture a du sens. Qu'elle est appelée à nous proposer une réplique, des contre-propositions. "Au monde tel qu'il est régi, la culture rétorque qu'il n'a pas le dernier mot", posent-ils. "Elle refuse les logiques habituelles, elle fait montre d'une tenace impertinence."

Servir à quelque chose

Mais restons encore un peu sur les menaces. Et notamment sur cette tendance consistant à demander au monde de la culture de sans cesse justifier son utilité sociale. Un phénomène qui n'est pas tout à fait neuf, en fait. Justine Huppe, chercheuse en études littéraires à l'ULiège, s'intéresse de près à la façon dont poètes et écrivains y répondent. "Porter un discours sur la place de la littérature dans la cité est loin d'être nouveau", explique-t-elle. Avant de nuancer: "Il me semble qu'il y a une forme de crispation dans la littérature contemporaine,

une pression à répondre à l'injonction de 'servir à quelque chose'. Peut-on encore accepter l'idée que les auteurs ne serviraient à rien? "Aujourd'hui, dire que la littérature ne sert à rien n'est plus audible", répond Justine Huppe. "Si on s'attache tant, aujourd'hui, à déclarer que la littérature sert à quelque chose, qu'elle visibilise les invisibles, qu'elle donne voix aux sans-voix, etc., c'est qu'il y a une injonction, précisément, à se racheter d'une forme d'inutilité sociale." Pour sa part, la chercheuse prend acte de la perte de prestige social attribué à la littérature... mais sans s'en apitoyer. Elle acte le fait que les textes littéraires ne sont pas seulement faits pour être gratuitement contemplés. Et propose de valoriser la diversité des plaisirs qu'ils peuvent offrir. Et la pluralité des quêtes qu'ils peuvent nourrir. "Il faut tenir compte de tout ce que les gens font d'autre avec les textes littéraires: il arrive qu'on aille chercher un livre en librairie pour faire face à un deuil, pour nourrir une quête d'identité, sexuelle ou autre... On peut aussi faire usage d'un texte littéraire pour s'endormir, ou encore pour manifester."

Slamer en prison

Manifester, oui. Manifester son existence, par exemple. Né en 1993 en RDC, Ben Kamuntu a toujours connu son pays en guerre. Son cri de révolte, c'est par le slam, cette poésie déclamée dans les lieux publics, qu'il le pousse. Lui et ses compagnons y voient "un art libérateur", capable de "placer des mots sur les maux". Aujourd'hui en Belgique, il approfondit la réflexion: "Je considère le slam comme un art de pauvre: tu n'as besoin de rien d'autre que ton corps et ta voix". Ben Kamuntu tient à cette dimension accessible de son art. "Le slam est une manière de démocratiser la poésie, qui reste aujourd'hui généralement très élitiste, réservée aux gens qui ont fait des études. Nous défendons que la poésie est partout, y compris hors des livres." L'auteur sait aussi que sa poésie est un art engagé. Subversif. Régulièrement, c'est en slamant qu'il manifeste – ou en manifestant qu'il slame... A plusieurs reprises, l'homme a été arrêté. "Quand j'ai été arrêté pour la première fois, en 2015, on a commencé à slamer avec mes

codétenus. Mes camarades du collectif étaient tous avec moi en prison à ce moment-là. C'était une manière d'échanger, de partager."

Notre relation au tout Autre

Au fil des pages, la revue *En Question* quitte la rue pour gagner les bancs de l'université. Temple du savoir, univers du raisonnable: les établissements d'enseignement supérieur ont-ils quelque chose à voir avec la culture? Ralph Dekoninck en est convaincu. Il faut dire que ce professeur de l'UCLouvain enseigne l'histoire... de l'art! L'homme est persuadé que la culture est consubstantielle au modèle d'enseignement universitaire, tout en reconnaissant que les évolutions récentes (impératifs économiques, spécialisation...) ont rendu le modèle fragile. "Sur le plan des valeurs promues par l'université, la culture donne du sens", continue-t-il de plaider. "Elle nourrit le débat, apporte de la nuance, encourage l'ouverture à la différence et à la diversité, contribue à la compréhension de la complexité. Contre

l'effet vitrine ou prestige, il faut donc insister sur le fait que si la culture peut être goûtée en elle-même et pour elle-même, elle est aussi un moyen d'action pour transformer le réel ou l'envisager sous un autre angle."

Conclusion? Oui, de la culture, on peut encore attendre beaucoup! Pour Jean-Baptiste Ghins et Manon Houtart, la culture permet de résister, de surprendre, de rendre digne. Elle est aussi là pour fédérer et ouvrir à l'altérité. "Nos expériences esthétiques sont susceptibles de nous décentrer de nous-mêmes et de nourrir ainsi nos rapports à autrui, selon un rapport d'horizontalité, mais aussi notre relation au tout Autre, à la verticalité de la transcendance."

Vincent DELCORPS

La revue *En Question* est éditée par le Centre Avec, centre d'action social des jésuites à Bruxelles, reconnu comme association d'éducation permanente. Pour obtenir le dernier numéro ou s'abonner, rendez-vous sur centrea-vec.be ou contactez le 02 738 08 28.



Atelier slam donné par Ben Kamuntu à l'école Don Bosco Ngangi à Goma en 2020.